

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 098 – 2013

Séance du : 17 décembre 2013
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 16 membres
Absents excusés : 12 absents excusés dont 2 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Bernard BLENY, Gérard BUQUET, Robert CAHEN, Olivier DUVERGER, Bernard GOY, Chantal KUNKLER, Bertrand LEMONNIER, Pierre LITZLER, Michèle SEILER, Daniel PAYOT, Olivier PONCER, Emmanuel SEJOURNE, Juliette STEINER, Darek SZUSTER, Jean VERNE, Yannick WEYNACHT.

Pouvoirs :

Michel SAMUEL-WEIS donne pouvoir à Daniel PAYOT
Philippe MAITREAU donne pouvoir à Robert CAHEN

Absents excusés :

Jean-Philippe BEDEZ, Françoise BUFFET, Souad EL MAYSOUR, Robert GROSSMANN, Robert HERRMANN, Philippe MAITREAU, Sara MARGUIER, Denis RAMBAUD, Anne-Pernelle RICHARDOT, Sophie ROHFRITSCH, Michel SAMUEL-WEIS, Eric SCHULTZ.

5ème point de l'ordre du jour : convention entre la Haute école des arts du Rhin et la centrale d'achat UGAP pour la fourniture de services de téléphonie mobile.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention joint en annexe entre la HEAR et l'UGAP pour la fourniture de services de téléphonie mobile,
- autorise le Président ou son représentant à signer la dite convention et ses éventuels avenants.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de l'établissement.

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Vote

Votants : 18
Pour : 18
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 20 décembre 2013
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : 20 décembre 2013 à 12 heures.

Le Président

Daniel PAYOT



Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n° 098- 2013 du 17 décembre 2013

Objet : convention entre la Haute école des arts du Rhin et la centrale d'achat UGAP pour la fourniture de services de téléphonie mobile

Exposé des motifs

Depuis l'automne 2011, par convention avec la Communauté urbaine de Strasbourg d'une part et la Ville de Mulhouse d'autre part, la Haute école des arts du Rhin dispose actuellement de ;

- deux lignes mobiles et deux téléphones portables mis à disposition par la ville de Mulhouse ;
- deux lignes mobiles et deux téléphones portables mis à disposition par la Communauté urbaine de Strasbourg.

Ces mises à disposition sont réalisées contre paiement d'une redevance par la HEAR aux deux collectivités, pour un total de 1 152 € TTC par an.

Outre le fait que la flotte des téléphones est hétérogène et relativement obsolète, elle est en outre limitée au regard des besoins de l'établissement, dont nombre d'agents sont en mobilité régulière, entre les sites d'arts plastiques en particulier, voire pour certains à l'international.

Dans ce contexte, l'Union des Groupements d'Achat Public (UGAP) offre la possibilité d'adhérer à un service de téléphonie mobile, assuré par SFR (titulaire du marché avec l'UGAP), intéressant tant d'un point de vue financier que d'un point de vue qualitatif.

Aussi est-il proposé que la HEAR adhère au service de téléphonie mobile proposé par l'UGAP car cette option permettra :

- la fourniture d'un abonnement global pour l'ensemble des téléphones mobiles professionnels de l'établissement ;
- la fourniture de services associés (SMS, MMS, boîte vocale, option communication en Europe, option données pour l'accès au mail/ agenda / contacts...) ;
- le passage de 4 à 13 lignes mobiles qui correspondent aux besoins actuels pour un coût approchant. En effet, le coût estimé de cette redevance, sur la base de 13 lignes mobiles est d'environ 1 500 € TTC par an.

La durée de la convention est de trois ans.

Il est donc proposé au Conseil d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention jointe en annexe permettant de bénéficier des services de téléphonie mobile de l'UGAP.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention joint en annexe entre la HEAR et l'UGAP pour la fourniture de services de téléphonie mobile,
- autorise le Président ou son représentant à signer la dite convention et ses éventuels avenants.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de l'établissement.

CADRE RESERVE A L'UGAP

Date d'arrivée du document
original à l'UGAP (tampon) :

CONVENTION

N° 140900 d'inscription au répertoire des conventions de l'UGAP

**Ayant pour objet :
la mise à disposition d'un dossier de marché subséquent
sur le fondement de l'accord-cadre ayant pour objet la fourniture de services de communications
mobiles**

Entre, d'une part :

La Haute école des arts du Rhin

Adresse : 1 rue de l'Académie - 67076 STRASBOURG Cedex

Représenté(e) par Monsieur Daniel PAYOT agissant en qualité de Président

Téléphone : 07.86.52.51.37

Télécopie :

Email : Christophe.pau1@strasbourg.eu

Code usager UGAP : 67918588

ci-après dénommé « l'utilisateur », d'une part ;

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics

Etablissement public industriel et commercial de l'Etat créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, ayant son siège 1, boulevard Archimède - Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-vallée cedex 2, représenté par le président de son conseil d'administration en vertu de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 précité ;

ci-après dénommée « l'UGAP », d'autre part ;

ensemble, dénommées « les parties » ;

Vu les articles 9 et 31 du code des marchés publics, définissant, pour le premier, les modalités d'intervention des centrales d'achat et prévoyant, pour le second, que les pouvoirs adjudicateurs, lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat, sont considérés comme ayant respecté leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;

Vu les articles 1^{er}, 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que « L'Union des groupements d'achats publics est une centrale d'achat au sens de l'article 9 du code des marchés publics », pour le deuxième, que « l'établissement est soumis aux dispositions du code des marchés publics applicables à l'Etat » et, pour le troisième, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité [...] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations

à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement » ;

Vu l'accord-cadre n° 770398, conclu par l'UGAP le 18 octobre 2011 avec SFR.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les modalités selon lesquelles l'UGAP met à disposition de l'utilisateur, un dossier de marché subséquent ayant pour objet des services de communications mobiles.

Article 2. ETENDUE DU BESOIN EN SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE

Le besoin de l'utilisateur porte sur la mise à disposition d'un marché subséquent ayant pour objet la fourniture de 13 lignes sur la période prévisionnelle du 05 novembre 2013 au 15 novembre 2013.

Article 3. MISSIONS DE L'UGAP

Pour la satisfaction des besoins exprimés ci-dessus, la mission de l'UGAP est de mettre à disposition un cadre contractuel.

L'UGAP a conclu un accord-cadre relatif à la fourniture de solutions de communications mobiles destiné à ses usagers et notamment aux opérateurs de l'Etat avec l'opérateur de communications mobiles SFR.

Dans ce cadre, l'UGAP fournit les documents du marché subséquent à cet accord-cadre, dans les conditions précisées à l'article 4 ci-dessous.

Article 4. MODALITÉS ET DÉLAI DE MISE À DISPOSITION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT PAR L'UGAP

Après réception de la présente convention signée par l'utilisateur, l'UGAP met à disposition, par courriel, l'ensemble des documents contractuels et opérationnels, listés à l'article 5 de la présente convention, dans un délai de 5 jours ouvrés.

Article 5. CONTENU DU DOSSIER DE MARCHÉ SUBSÉQUENT

Le dossier de marché subséquent est constitué de :

- Un kit contractuel comprenant :
 - L'acte d'engagement type du marché subséquent (non renseigné),
 - L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes financières,
 - Les avenants éventuels à l'accord-cadre,
 - La copie des 2 déclarations de sous-traitance (DC4) des sous-traitants SFD et Asystel ayant droit au paiement direct,
 - Le CCAP et son annexe « stipulations relatives aux marchés subséquents »,
 - Le CCTP et ses annexes « découpage des prestations et des livrables », « terminaux et accessoires » et « qualité de service »,
 - La proposition technique du titulaire et ses annexes « cadre de réponse technique », « qualité de service », « cadre de réponse développement durable » et « mémoire technique »,
 - Les bons de commande types.

- Un kit opérationnel comprenant :
 - La présentation de l'offre SFR,
 - Le guide d'aide à la passation d'un marché subséquent,
 - La lettre type d'invitation à remettre une offre,
 - Le guide de migration à l'usage des gestionnaires de flotte.

Le marché est soumis au CCAG-TIC Option A approuvé par arrêté du 16 septembre 2009.

Article 6. OBLIGATIONS DE L'USAGER

6.1. La signature du marché subséquent

L'utilisateur renseigne l'acte d'engagement fourni, et se charge de toutes les formalités préalables à la notification du marché.

6.2. Confidentialité

L'utilisateur s'engage à ne pas divulguer, sans autorisation de l'UGAP, sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements ou documents relatifs à l'accord-cadre couverts par le secret professionnel et industriel.

Cette stipulation s'applique à l'encontre de tout tiers à la présente convention, y compris au titulaire de l'accord-cadre.

En cas de non-respect de cette stipulation, l'UGAP peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

6.3. Exécution du marché subséquent

L'utilisateur assure seul l'exécution du marché conclu avec le titulaire sur la base des pièces contractuelles remises.

L'utilisateur s'engage à respecter l'ensemble des dispositions lui étant applicables en vertu de la passation et de l'exécution de son marché subséquent, notamment les spécifications de l'accord-cadre.

Tous les dommages causés par la faute de l'utilisateur, y compris le préjudice commercial, la perte de bénéfice, la perte de chiffres d'affaires, la perte de commandes, la perte de clientèle, l'atteinte à l'image, sont à la charge de l'utilisateur.

Article 7. MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DE L'UGAP

La rémunération de l'UGAP pour la mise à disposition du marché subséquent est calculée comme suit :

Elle est 2,70 € HT par ligne avec un montant minimum de rémunération de l'UGAP établi à 180 € HT.
Le montant maximum de rémunération de l'UGAP est établi à 1 500 € HT.

Article 8. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le montant de la rémunération est facturé en une fois par l'UGAP lors de la mise à disposition du dossier de marché subséquent.

Le comptable assignataire des paiements dus à l'UGAP est : Monsieur Pierre DANJOIE

Les titres de paiement sont établis exclusivement au nom de l'agent comptable de l'UGAP. Ils rappellent les références de la demande de paiement présentée par l'UGAP.

Les virements sont effectués au compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'UGAP, à la Recette générale des Finances de Paris, sous le numéro « 10071 75000 00001000047 36 ».

Le délai de paiement est celui fixé par l'article 98 du code des marchés publics.

Il court à compter de la réception de la facture par l'utilisateur.

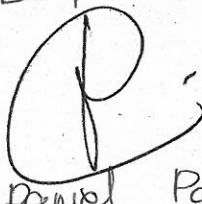
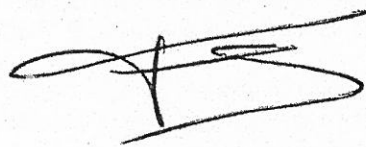
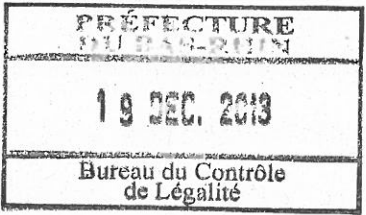
Article 9. INTERFACE

L'utilisateur et l'UGAP désignent, chacun pour ce qui le concerne, une personne chargée du suivi de l'exécution de la présente convention et destinataire des informations y afférentes.

Article 10. DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les différends et litiges liés à l'objet de la présente convention sont portés devant l'UGAP dans les conditions décrites à l'article 9 des conditions générales de vente.

Le présent document est établi en deux exemplaires originaux,

Fait à le	Fait à Champs-sur-Marne le 05 novembre 2013
<p>Pour l'utilisateur(*) : (nom et qualité du signataire)</p> <p>Le président</p>  <p>Daniel Payot</p>	<p>Pour l'UGAP : Pour le Président du conseil d'administration, et par délégation le Directeur Adjoint du Réseau</p>  <p>GUY FOURNIER</p> 

(*) : En indiquant le nom et la qualité de la personne signataire et en apposant le cachet de l'établissement.
Lorsque la personne signataire n'est pas le représentant légal, produire le pouvoir.